

Contexte économique de l'année 2024 : reflux de l'inflation et léger rebond de l'activité

Après une année 2023 marquée par une forte inflation (+6,4 % en moyenne dans l'Union européenne à 27 [UE-27]), la progression des prix ralentit pour s'établir à 2,6 % en 2024, principalement grâce au ralentissement des prix de l'énergie.

La croissance économique accélère en 2024 dans l'UE-27 et dans la majorité des États membres. Quatre pays, dont l'Allemagne et l'Autriche, sont toutefois en récession pour la deuxième année consécutive. Le taux de chômage est en très légère baisse en 2024 dans l'UE-27 (6,0 % en moyenne après 6,1 % en 2023). La situation budgétaire s'améliore en moyenne dans l'UE-27, mais le déficit public dépasse 2 % du PIB dans la majorité des États membres. Seuls six pays affichent un excédent budgétaire. En France, le déficit atteint 5,8 % du PIB en 2024 (après 5,4 % en 2023). L'année 2024 a été marquée par un contexte politique particulièrement dense, avec la tenue de dix élections nationales à travers l'Europe. Enfin, le vieillissement de la population progresse chaque année en Europe, ce qui contribue au dynamisme des dépenses de protection sociale. En France, 21,4 % de la population a 65 ans ou plus en 2024, une proportion proche de la moyenne de l'UE (21,6 %).

En 2024, l'activité économique progresse en moyenne dans l'Union européenne, les niveaux de PIB par habitant restent contrastés entre pays

Le PIB augmente dans la majorité des pays de l'UE-27 en 2024

En 2024, le PIB progresse dans 23 des 27 pays de l'Union européenne (UE-27) [encadré 1], contre seulement 18 pays sur 26 en 2023 (graphique 1). La Lettonie et l'Estonie sont en quasi-stagnation en 2024, après une récession significative en 2023. L'Allemagne et l'Autriche enregistrent quant à elles une contraction de leur activité pour la seconde année consécutive : -0,5 % en 2024 après -0,9 % en 2023 en Allemagne, -0,7 % après -0,8 % en Autriche.

En 2024, la croissance de l'activité est plus marquée au sud et à l'est du continent. En Europe du Nord-Ouest, seuls l'Irlande et le Danemark dépassent les 2 % de croissance, alors que la majorité des pays de l'Est et la quasi-totalité des pays du Sud sont dans cette situation (à l'exception de l'Italie). En Europe de l'Est, le PIB croît de plus de 3,0 % en Pologne, en Lituanie, en Bulgarie et en Croatie.

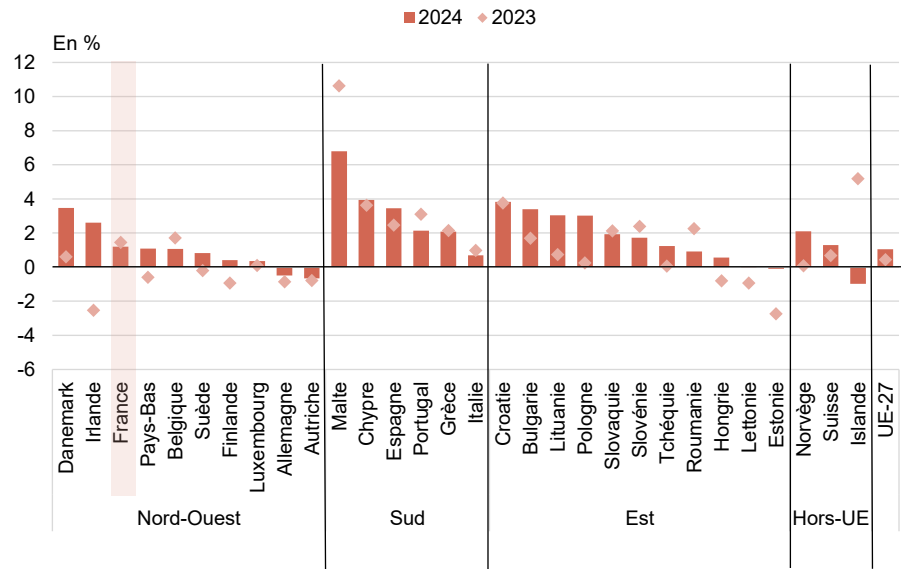
Entre 2023 et 2024, la croissance accélère dans l'UE-27 (+1,1 % après +0,4 %), comme dans la majorité des États membres. À l'inverse, l'activité économique ralentit en Belgique, au Portugal, en Slovaquie et, dans une moindre mesure, en France et en Italie.

Le PIB par habitant en France, plus élevé qu'en Europe du Sud ou de l'Est, est le plus faible des pays d'Europe du Nord-Ouest

En rapportant le PIB à la population de chaque pays, une forte hétérogénéité apparaît (carte 1). Les pays de l'est de l'Europe affichent les niveaux de PIB par habitant les plus faibles en parité de pouvoir d'achat (PPA), c'est-à-dire après correction des différences de prix entre les pays (encadré 2). Avec la Lituanie (34 700 euros PPA) et la Slovaquie (36 100 euros PPA), la Tchéquie se différencie des autres pays de la région et se rapproche des niveaux observés dans les pays d'Europe du Sud, comme le Portugal (32 400 euros PPA) ou l'Espagne (36 300 euros PPA). La Tchéquie devance même la Grèce, dont le PIB par habitant (27 800 euros PPA) est le deuxième plus faible de l'UE-27.

Au nord et à l'ouest de l'Europe, le PIB par habitant est nettement plus élevé, tout en demeurant très contrasté : il varie de 39 100 euros PPA en France à 96 200 euros PPA au Luxembourg. Avec respectivement 45 500 euros PPA et 46 200 euros PPA, les PIB de l'Allemagne et de la Belgique sont les plus proches de la France mais respectivement 16 % et 18 % plus élevés. Le Danemark, les Pays-Bas et l'Irlande ont un PIB par habitant supérieur à 50 000 euros PPA.

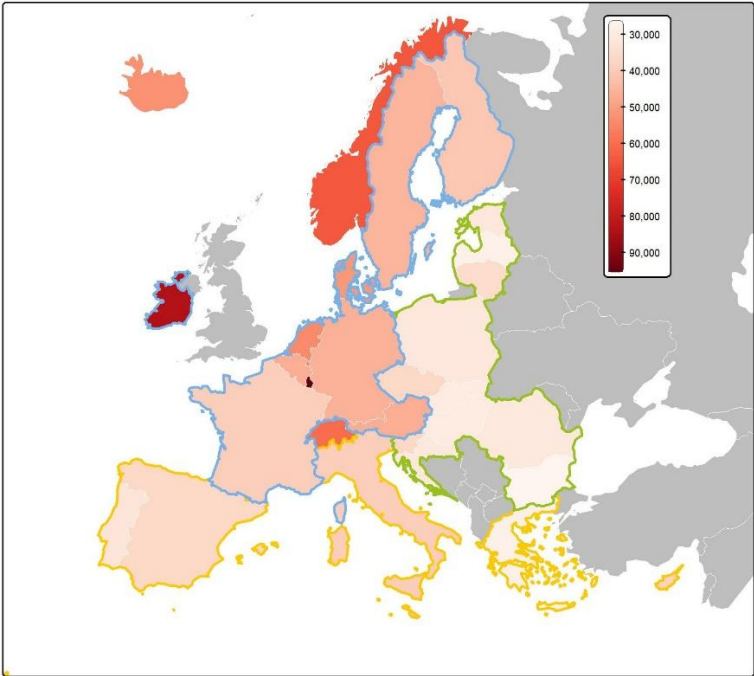
Graphique 1 Taux de croissance du PIB en 2023 et 2024



Lecture > En 2024, en France, la croissance est de 1,2 %. Elle était de 1,4 % en 2023.
Source > Eurostat, Office for National Statistics (RU).

Carte 1 PIB par habitant en Europe en 2024

En euros PPA



Note > Les pays de l'Union européenne ont été regroupés par zone géographique : Europe du Nord et de l'Ouest (en bleu), Europe de l'Est (en vert), Europe du Sud (en jaune).
Source > Eurostat.



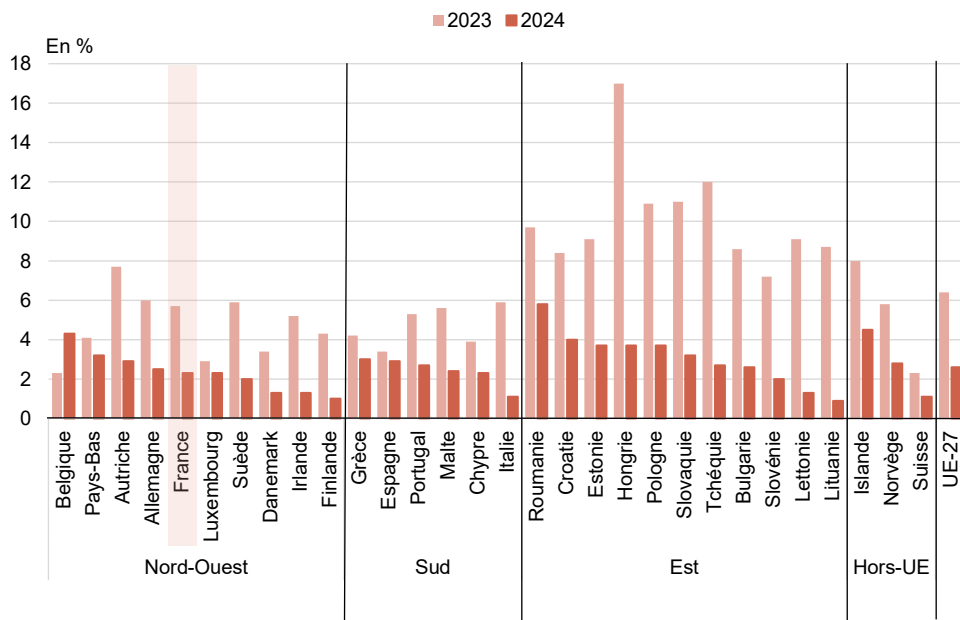
En 2024, l'inflation recule dans tous les pays européens, à l'exception de la Belgique

En 2024, le taux d'inflation dans l'UE-27, mesuré à l'aide de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), s'établit à 2,6 % en moyenne annuelle (graphique 2), en net recul par rapport aux années précédentes (+6,4 % en 2023 après +9,2 % en 2022). Ce ralentissement s'explique en grande partie par la détente des prix de l'énergie : les prix du pétrole, du gaz et de l'électricité diminuent en moyenne dans l'UE-27, avec toutefois une forte hausse dans plusieurs pays, dont la France, la Belgique et le Portugal⁴. En France, la baisse de l'inflation s'explique surtout par le fort ralentissement des prix de l'alimentation et par la stabilité des prix des produits manufacturés (Insee, 2025a).

Les pays affichant les taux d'inflation annuels les plus faibles sont la Lituanie (+0,9 %), la Finlande

(+1,0 %), et l'Italie (+1,1 %). À l'inverse, la Grèce (+3,0 %), la Belgique (+4,3 %) et la Roumanie (+5,8 %) sont les plus touchées par la hausse des prix. En Belgique, cette évolution contraste avec une inflation particulièrement modérée en 2023 (+2,3 %). Le pays se distingue ainsi comme le seul de l'UE-27 à enregistrer une augmentation de l'inflation en 2024, principalement due à la suppression des mesures de soutien forfaitaire pour l'électricité et le gaz et à l'accroissement des droits d'accises sur le gaz, l'électricité et, dans une moindre mesure, sur le tabac. En Roumanie, le taux d'inflation élevé s'explique notamment par de fortes évolutions des salaires dans un contexte de tensions sur le marché du travail (BCE, 2024a). Comme en 2023, la France occupe une position plutôt médiane en Europe, avec un taux annuel d'inflation de +2,3 % en 2024, en dessous de la moyenne de la zone euro (+2,6 %) et proche du Luxembourg (+2,3 %) et de l'Allemagne (+2,5 %).

Graphique 2 Taux d'inflation en Europe en 2023 et 2024



Lecture > En 2024, le taux d'inflation, mesuré par l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), est de 2,3 % en France. Il était de 5,7 % en 2023.

Source > Eurostat.

⁴ Eurostat, données annuelles IPCH.



La France a le déficit public le plus important des pays d'Europe du Nord-Ouest en part du PIB

En 2024, en moyenne dans les pays de l'UE-27, le déficit public s'élève à 3,1 % du PIB. Ce niveau de déficit est légèrement inférieur à celui de 2023 (3,4 %) [graphique 3].

Les niveaux de déficit public les plus importants sont observés en Roumanie (9,3 % du PIB en 2024), en Pologne (6,5 %) et en France (5,8 %). En France, le déficit s'explique par une hausse des dépenses publiques (+3,9 %), portée par une augmentation des prestations sociales, dont beaucoup (dépenses de retraites, revenu de solidarité active, prestations familiales, allocation adulte handicapé, etc.) sont indexées sur l'inflation de l'année précédente et ont donc été significativement revalorisées en 2024 (Insee, 2025b). En Pologne, le déficit est lié à la fois à une accélération des dépenses pour rebâtir des capacités de défense et à un ralentissement de la consommation des ménages (Direction générale du Trésor, 2025).

Le déficit public s'accroît en Finlande en 2024, sous l'effet d'une hausse des dépenses publiques, en particulier celles liées à la défense et à la protection sociale (santé et retraites notamment) [OCDE, 2025b]. En parallèle, le ralentissement de l'économie entraîne une diminution des recettes fiscales, tandis que la réduction des cotisations de sécurité sociale aggrave

encore le déséquilibre budgétaire (Bank of Finland, 2025).

Le contexte politique de l'année 2024, marqué par la tenue de dix scrutins nationaux en Europe, peut aussi contribuer à expliquer les évolutions budgétaires observées. Des élections présidentielles se sont ainsi tenues en Finlande (janvier), en Slovaquie (mars), à Malte (avril), en Lituanie (mai) et en Roumanie, tandis que des élections législatives ont eu lieu au Portugal (mars), en Belgique (juin), en Croatie (juillet et septembre) et en Autriche (septembre). En France, la dissolution de l'Assemblée nationale en juin 2024, qui a entraîné la démission du gouvernement, a eu des répercussions sur la gestion des finances publiques. Le déficit public s'établit finalement à 5,8 % du PIB, soit près de 1,5 point de plus que l'objectif fixé dans la loi de finances initiale pour 2024 (4,4 %).

Six pays de l'UE-27 se distinguent par un excédent budgétaire en 2024 : le Danemark, l'Irlande, le Luxembourg, Chypre, la Grèce et le Portugal. Au Danemark, le budget est excédentaire depuis 2017 (OCDE, 2025a). Dans d'autres pays, comme l'Italie ou la Tchéquie, le déficit a diminué de près de moitié entre 2023 et 2024. En dehors de l'UE-27, la Norvège se distingue par son excédent budgétaire très élevé, à 13,2 % du PIB en 2024, grâce aux revenus des hydrocarbures.

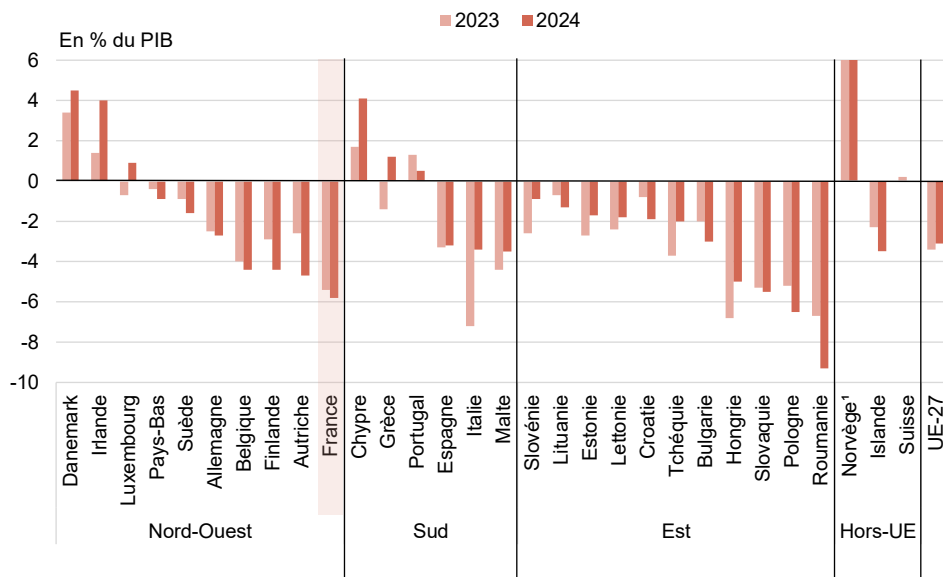
Encadré 1 Définir les régions d'Europe

Dans ce Panorama, les pays de l'UE-27 sont regroupés en trois zones géographiques :

- l'Europe de l'Est comprend la Bulgarie, la Croatie, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie et la Tchéquie ;
- l'Europe du Sud comprend Chypre, l'Espagne, la Grèce, l'Italie, Malte et le Portugal ;
- l'Europe du Nord et de l'Ouest comprennent l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, la France, l'Irlande, le Luxembourg, la Suède et les Pays-Bas.

La catégorie « Hors-UE » comprend des pays d'Europe n'appartenant pas à l'UE-27 mais qui transmettent des données à Eurostat : l'Islande, la Norvège et la Suisse.

Graphique 3 Solde des administrations publiques en 2023 et 2024



1. 2023 : 16,5 % ; 2024 : 13,2 %.

Note > Un solde positif signifie que les administrations publiques de ce pays dégagent une capacité de financement (ou excédent budgétaire), tandis qu'un solde négatif signifie que les administrations publiques ont un besoin de financement (déficit public).

Lecture > En 2024, en France, le déficit des administrations publiques s'établit à 5,8 % du PIB.

Sources > Eurostat ; OCDE.

Très variable dans l'UE-27, le taux de chômage est particulièrement élevé en Espagne et en Grèce

En 2024, en moyenne 6,0 % de la population active des pays de l'UE-27 est au chômage⁵ (graphique 4). En France, le taux de chômage s'établit à 7,5 % en 2024, un niveau proche de celui de 2023 (7,4 %). Le chômage est en hausse notable dans les pays scandinaves, notamment en Finlande (+1,3 point à 8,6 % en 2024), au Luxembourg et dans les pays baltes. Il baisse fortement en Europe du Sud (Italie, Espagne et Grèce).

Outre ces évolutions divergentes, on constate aussi une hétérogénéité importante des taux de chômage en Europe. L'Espagne et la Grèce affichent toujours les taux les plus élevés de l'UE-27 (respectivement

11,4 % et 10,2 % de chômeurs parmi les actifs de 15 à 64 ans). À l'opposé, la Tchéquie, la Pologne, les Pays-Bas et l'Allemagne ont un taux de chômage d'environ 3 %.

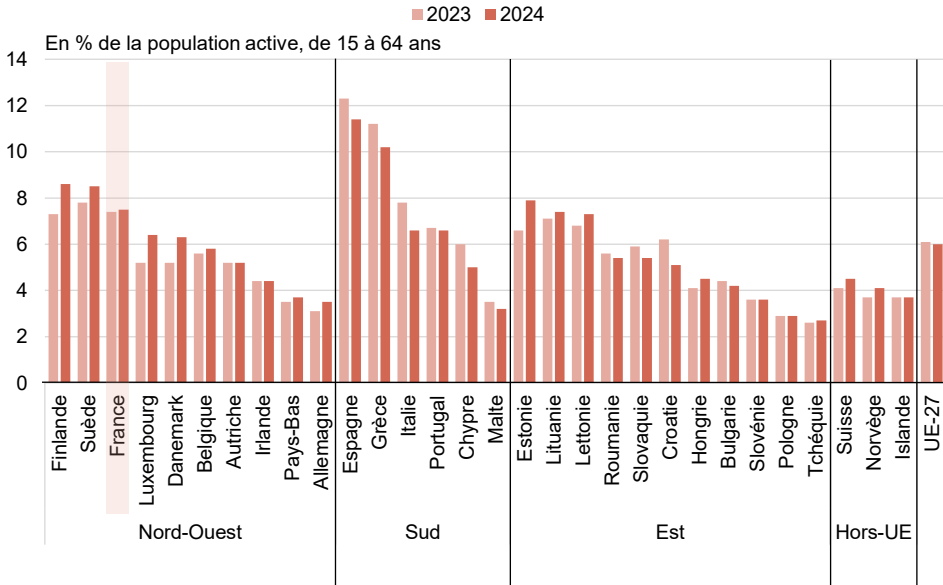
Les différences de taux de chômage entre pays reflètent notamment des différences de fonctionnement des marchés du travail en Europe. En Allemagne et aux Pays-Bas, par exemple, les faibles taux de chômage s'expliquent en partie par un recours important aux contrats courts et au temps partiel. Ces dispositifs facilitent l'accès à l'emploi pour un large éventail de travailleurs et accroissent la flexibilité face aux fluctuations économiques. En contrepartie, ces emplois sont souvent associés à des salaires moins élevés pour les salariés concernés, et à des conditions de travail plus précaires (Froloff, 2024).

⁵ La définition retenue ici est celle du Bureau international du travail (BIT). Au sens du BIT, un chômeur est une personne âgée de 15 ans ou plus qui répond simultanément à trois conditions : être sans emploi durant une semaine donnée ; être disponible pour prendre un emploi

dans les deux semaines ; avoir cherché activement un emploi au cours des quatre dernières semaines ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.



Graphique 4 Taux de chômage en 2023 et 2024



Lecture > En 2024, en France, 7,5 % des personnes actives de 15 à 64 ans sont au chômage.
Source > Eurostat.

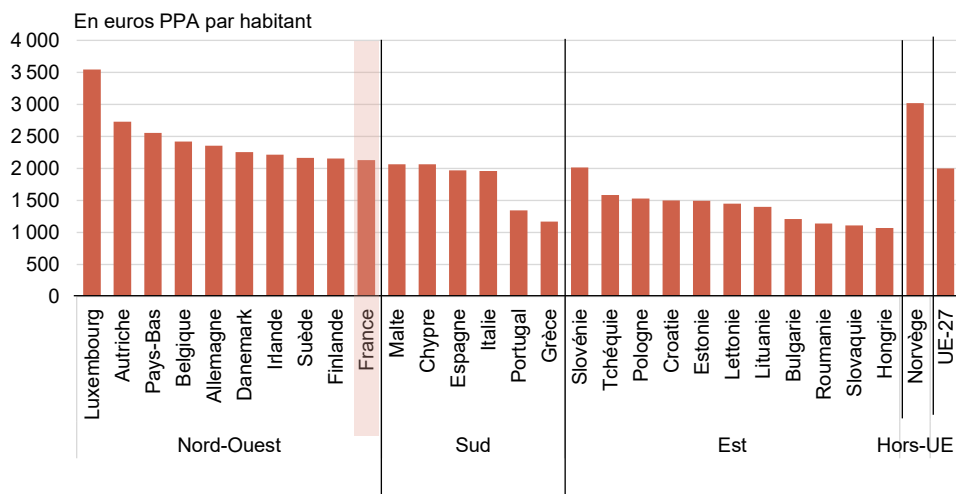
Des écarts de niveau de vie importants entre pays de l'UE-27

Le niveau de vie, mesuré en parité de pouvoir d'achat (PPA), varie fortement entre pays européens (*graphique 5*). Les pays d'Europe du Nord et de l'Ouest affichent les niveaux de vie médians les plus élevés : 3 550 euros PPA par mois et par habitant au Luxembourg, 2 730 euros PPA en Autriche, 2 560 euros PPA aux Pays-Bas. Avec un niveau de

vie médian à 2 130 euros PPA par mois, la France se situe juste au-dessus de la moyenne des pays de l'UE-27 (2 000 euros PPA). Les pays d'Europe du Sud et de l'Est présentent des niveaux de vie globalement plus bas, avec de fortes disparités entre pays. Certains, comme l'Italie, l'Espagne ou la Slovaquie, sont proches de la France. D'autres comme le Portugal (1 350 euros PPA), la Grèce (1 170 euros PPA), la Slovaquie (1 110 euros PPA) ou la Hongrie (1 070 euros PPA) en sont encore éloignés.



Graphique 5 Niveaux de vie médians mensuels en Europe en 2024



Lecture > En 2024, en France, le niveau de vie mensuel est de 2 130 euros.
Source > Eurostat.

En 2023, dans l'UE-27, les prestations sociales réduisent le taux de pauvreté monétaire de 8,4 points

Le taux de pauvreté monétaire s'établit à 16,2 % dans l'UE-27

En moyenne, dans les pays de l'UE-27, 16,2 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté en 2023 (graphique 6). Ce seuil correspond, par convention, à 60 % du niveau de vie médian du pays de résidence⁶. Le taux de pauvreté varie de moins de 10 % en Tchéquie et environ 20 % ou plus en Espagne et en Bulgarie. Les pays de l'est et du sud de l'Europe ont les taux de pauvreté monétaire les plus élevés d'Europe, même si de fortes variations existent entre pays au sein d'une même région. En France, le taux de pauvreté monétaire s'élève à 15,9 %⁷, légèrement inférieur à la moyenne des pays de l'UE-27.

La redistribution diminue le taux de pauvreté de 8,4 points dans l'UE-27

Les systèmes sociofiscaux redistribuent les revenus, ce qui contribue à réduire les inégalités et la

pauvreté. En moyenne dans l'UE-27, en 2023, la redistribution abaisse de 8,4 points le taux de pauvreté grâce aux prestations sociales en espèces (hors pensions de retraite et de réversion) : sans ces prestations, 24,6 % de la population serait en situation de pauvreté monétaire, alors qu'avec ces prestations, ce taux s'établit à 16,2 %.

Les prestations sociales réduisent particulièrement la pauvreté dans les pays du nord-ouest de l'Europe et notamment en Irlande (-13 points de pourcentage [pp]), en Belgique (-13 pp) et au Danemark (-12 pp). En revanche, les prestations sociales réduisent moins la pauvreté monétaire dans les pays du sud de l'Europe : -6 pp en Espagne (de 25,9 % à 19,7 %), -5 pp au Portugal (de -21,4 % à -16,6 %) ou -4 pp en Grèce (de -23,5 % à -19,6 %). En France, en 2023, la pauvreté avant redistribution est un peu plus élevée que dans l'ensemble de l'UE-27 (26,0 % contre 24,6 %), mais la redistribution réduit davantage la pauvreté (-10 pp contre -8,4 pp), de sorte que la pauvreté monétaire, en tenant compte des prestations sociales, y est un peu plus faible que dans l'UE-27 (15,9 % contre 16,2 %).

⁶ Le taux de pauvreté monétaire est relatif : il ne renseigne pas sur la part d'individus en situation de pauvreté absolue mais constitue plutôt une mesure des inégalités au sein d'un pays (Gleizes, et al., 2021). Comme il tient compte des prestations sociales, il mesure la pauvreté restante après redistribution.

⁷ Ce taux de pauvreté monétaire est estimé à partir de l'enquête européenne sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC), harmonisée entre pays de l'Union européenne. Ce sont les données EU-SILC 2024, basées sur le revenu de l'année 2023, qui sont ici utilisées. Le

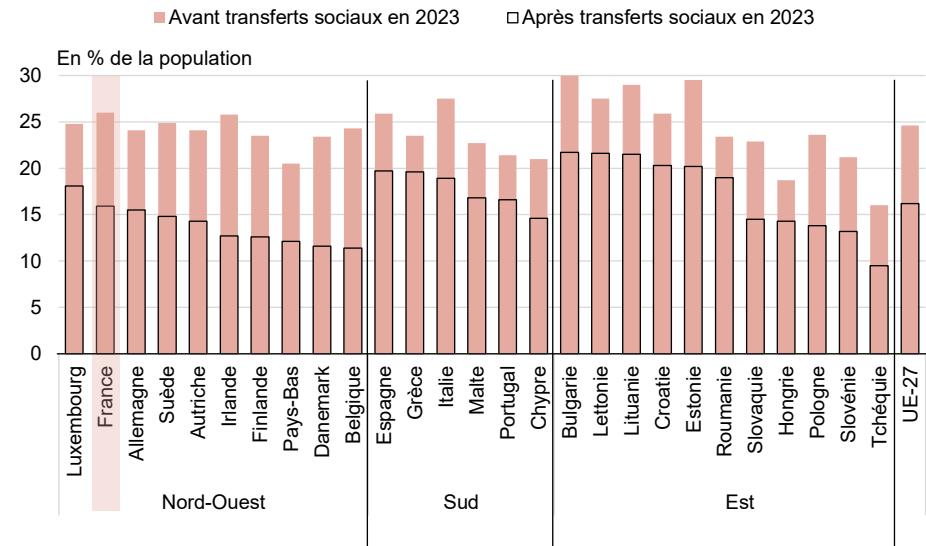
taux de pauvreté diffère de celui mis généralement en avant par l'Insee, établi à partir de l'enquête (propre à la France) sur les revenus fiscaux et sociaux (15,4 % en 2023), pour plusieurs raisons. En particulier, le champ géographique de l'enquête européenne est plus large : elle intègre quatre départements d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion), où la pauvreté monétaire est plus fréquente au sein de la population qu'en France métropolitaine.

Le niveau de vie médian, un indicateur insuffisant pour comprendre la pauvreté monétaire

La part de personnes en situation de pauvreté monétaire n'est pas corrélée au niveau de vie d'un pays. Par exemple, la Tchéquie – pays avec le taux de pauvreté monétaire le plus faible de l'UE-27 – présente un niveau de vie de seulement 1 590 euros PPA mensuels ; la Lettonie présente à la fois un niveau de vie faible en Europe (1 450 euros PPA par mois) et un taux de pauvreté élevé (21,6 %). Le

Luxembourg – pays avec le niveau de vie le plus élevé (3 550 euros PPA) – a l'un des taux de pauvreté monétaire les plus élevés d'Europe (18,1 %). La pauvreté monétaire est une notion relative qui décrit surtout les inégalités de niveau de vie dans le bas de la distribution. Elle ne s'accompagne pas nécessairement de privations matérielles sévères au Luxembourg, contrairement à d'autres pays où le niveau de vie est plus bas.

Graphique 6 Taux de pauvreté en 2023, avant et après transferts sociaux



Lecture > En 2023, en France, le taux de pauvreté monétaire s'établit à 26,0 % sans prestations sociales, mais à seulement 15,9 % avec prestations sociales.
Source > Eurostat.

Encadré 2 Mesurer les inégalités de revenus entre pays européens

La notion de revenu peut renvoyer à de nombreux indicateurs. Nous avons ici choisi d'utiliser le niveau de vie médian, c'est-à-dire la médiane du revenu disponible (après impôts et prestations) par unité de consommation (UC), exprimé en parité de pouvoir d'achat (PPA), une unité monétaire artificielle qui gomme les différences de prix qui existent entre les pays. Un (euro) PPA permet de se procurer la même quantité de biens et de services dans tous les pays, équivalente ici à un euro en France car c'est le pays que nous utilisons comme référence (en France, 1 PPA = 1 euro). Les montants en PPA sont calculés à l'aide d'indices normalisés par Eurostat sur le champ de la dépense de consommation finale des ménages. Les UC sont une mesure qui permet de comparer les revenus des ménages de composition différente, en attribuant un coefficient à chacun de ses membres : le niveau de vie correspond ainsi au revenu disponible par « équivalent adulte ».

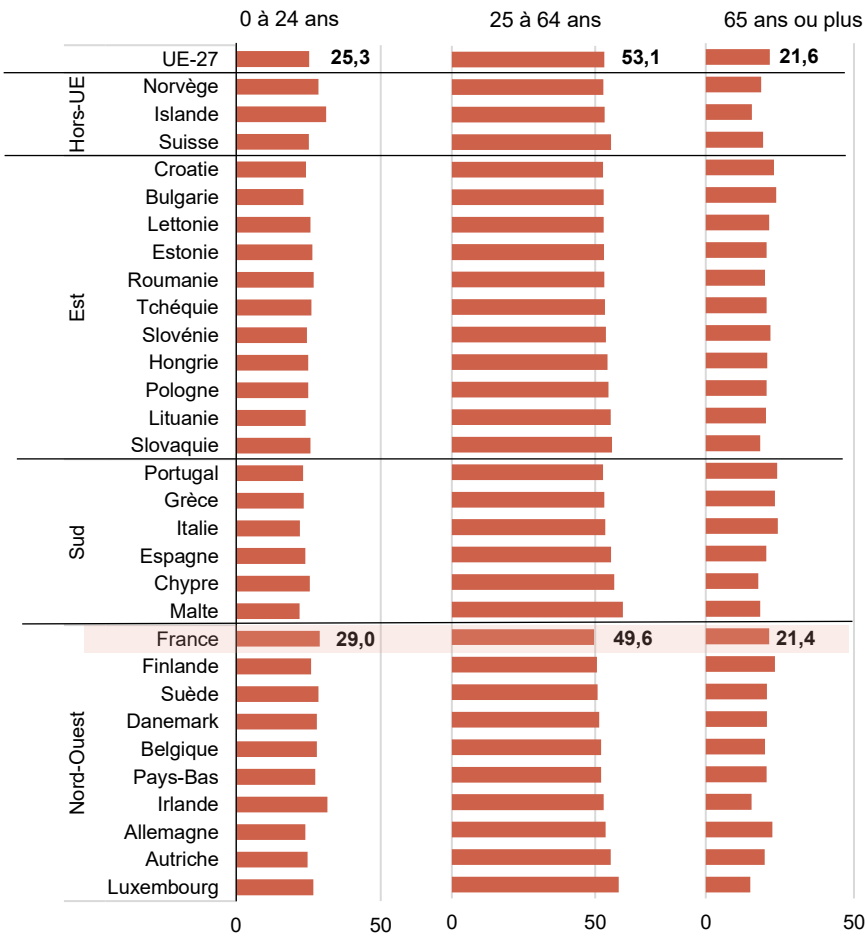


Plus d'un Européen sur cinq est âgé de 65 ans ou plus

En moyenne, en 2024, la population âgée de 25 à 64 ans représente 53,1 % de la population totale dans l'UE-27 (graphique 7), avec des variations importantes selon les pays : de 49,6 % en France à 59,6 % à Malte. La structure d'âge de la population affecte à la fois l'activité économique et les dépenses publiques, notamment de protection sociale. La proportion d'individus âgés de 65 ans ou plus atteint quant à elle 21,6 % de la population européenne. Cette catégorie de la population influence directement les dépenses de protection sociale liées au vieillissement, notamment les pensions de retraite et les prestations de santé. Elle

dépasse 20 % dans la majorité des pays de l'UE-27, à l'exception du Luxembourg (15 %), de l'Irlande (15,5 %), de Chypre (17,7 %), de Malte et de la Slovaquie (18,4 % dans les deux cas). L'Italie et le Portugal présentent les proportions les plus élevées de seniors, avec près d'un quart de la population âgée de 65 ans ou plus en Italie et au Portugal (24,3 % et 24,1 % respectivement), suivis par la Finlande (23,4 %). En France, cette tranche d'âge représente 21,4 % de la population totale. La part des individus de moins de 25 ans, qui conditionne en partie le niveau des prestations sociales versées aux familles et aux jeunes, atteint 25,3 % de la population de l'UE-27. En France, cette proportion est plus élevée, avec 29,0 % de la population concernée. ■

Graphique 7 Distribution de la population par âge en Europe en 2024



En % de la population totale

Lecture > En 2024, en France, 49,6 % de la population est âgée de 25 à 64 ans, 29,0 % a moins de 25 ans et 21,4 % a 65 ans ou plus.

Source > Eurostat.



Pour en savoir plus

- > **Bank of Finland** (2025, février). Finland's economy will pick up gradually. *Bank of Finland Bulletin – Articles on the economy*.
- > **BCE** (2024a). *Rapport sur la convergence*.
- > **BCE** (2024b). *Bulletin économique* n°4/2024.
- > **Direction générale du Trésor** (2025, juin). Situation économique – Pologne.
- > **Froloff, A.** (2024). La dette publique des États de l'Union européenne. *Toute l'Europe, Emploi et social*.
- > **Gleizes, F., Legleye, S., Pla, A.** (2021, septembre). Une personne sur cinq est en situation de pauvreté monétaire ou de privation matérielle et sociale. Insee, *Insee Focus*, 261.
- > **Héam, J., Quévat, B.** (2025, mai). Les comptes de la Nation en 2024. Insee, *Insee Première*, 2053.
- > **Insee** (2024). Note de conjoncture du 9 juillet 2024.
- > **Insee** (2025a). En 2024, fort ralentissement des prix à la consommation en moyenne annuelle. Insee, *Informations rapides*, 6.
- > **Insee** (2025b). Comptes nationaux des administrations publiques – premiers résultats – année 2024. Insee, *Informations rapides*, 81.
- > **OCDE** (2025a). Études économiques de l'OCDE : Danemark 2024 (version abrégée). Éditions OCDE, <https://doi.org/10.1787/b2566fe8-fr>.
- > **OCDE** (2025b). Études économiques de l'OCDE : Finland 2025 (version abrégée). Éditions OCDE, <https://doi.org/10.1787/985d0555-en>.